



Convention on
Biological Diversity



DÉCLARATION DE
AHMED DJOGHLAF
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA
CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Sur le thème de

**L'ENVIRONNEMENT, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
MONDIALE**

Alger, Algérie

Juillet, 2009



ONE NATURE • ONE WORLD • O
COP 9 MOP 4 Bonn Germ

Mesdames et Messieurs,

Le 7 juillet dernier, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a déclaré « Nous vivons une période semblable à aucune autre. Il y a des crises multiples: une crise alimentaire, une crise des carburants, une crise de la grippe et une crise financière... Nous n'avons jamais connu une période où nous avons été frappés par toutes ces multiples crises en même temps. »

Comme vous le savez, en 2008, le monde a été témoin de la pire crise financière de notre vie, déclenchant le début de la récession la plus grave depuis la Grande Dépression des années 30. En 2009, le nombre de chômeurs dans monde pourrait dépasser de 50 celui de 2007. Une chute de un pour cent dans la croissance des économies en développement se traduit par 20 millions de personnes additionnelles consignées à la pauvreté.

Par conséquent, l'état de l'environnement devrait nous inquiéter considérablement, puisque sa détérioration aggrave ces crises et devient de plus en plus un problème de sécurité internationale. En effet, le lien entre la détérioration de l'environnement et les tensions et les conflits armés est de plus en plus évident. Il est certain que le dérèglement du climat de notre planète ne saurait être imputable à une seule raison aussi importante soit-elle. Cependant force est de constater que les effets de la détérioration de l'environnement sur le climat de notre planète ne sauraient être sous-estimés. Cela est particulièrement vrai s'agissant du taux d'émissions anthropiques des gaz à effet de serre qui s'accompagnent de phénomènes de déforestation et de désertification de la planète dont les taux ont atteint des seuils inquiétants.

Selon les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui comprend 516 éminents experts internationaux, la température de notre planète augmente régulièrement depuis la révolution industrielle. La décennie des années 90 aura connu 9 des 10 années les plus chaudes depuis le début des relevés météorologiques. Selon le GIEC le dioxyde de carbone est l'un des gaz à effet de serre à l'origine du phénomène du réchauffement de la planète. Les émissions annuelles de CO₂ seraient de l'ordre de 6 milliards de tonnes. Selon ces experts, la concentration atmosphérique de CO₂ a augmenté de 31% depuis 1750. Ces experts prédisent une augmentation entre 1,4 et 5,8 degrés vers la fin du 21ème siècle.

En mars 2007, Ban Ki-Moon a déclaré: « Le réchauffement global a des implications profondes pour les emplois, la croissance et la pauvreté. Il affecte le rendement agricole, la propagation de la maladie et la migration. Il détermine la férocité et la fréquence des catastrophes naturelles. Il peut inciter des manques d'eau, dégrader la terre et mener à la disparition de la biodiversité. Et dans des prochaines décennies, les changements de notre environnement et les bouleversements en résultant – dont les sécheresses, les régions côtières inondées et la perte de terres arables – sont susceptibles de devenir une cause importante de guerre et de conflit. »

En avril 2007, le Conseil de sécurité des Nations Unies a tenu sa première discussion sur l'impact du changement climatique sur la sécurité, ce qui a comporté des interventions par plus de 50 délégués représentant des nations insulaires mises en danger aussi bien que des émetteurs industrialisés de gaz à effet de serre. La session a été convoquée par le Royaume-Uni et présidée par la Ministre des affaires étrangères britannique, Margaret Beckett, qui a indiqué que le changement climatique était un problème de sécurité, mais n'était pas une question de sécurité nationale étroite -- il était au sujet de « notre sécurité commune dans un monde qui est de plus en plus fragile et interdépendant. »

Egalement en 2007, l'ancien Vice-président américain Al Gore et le GIEC ont obtenu le prix Nobel de la paix 2007 pour avoir éveillé les consciences sur les risques que représentent les changements climatiques. Dans son discours lors de la remise du prix, M. Gore a déclaré: « Nous, l'espèce humaine, sommes confrontés à une urgence planétaire: une menace pour la survie de notre civilisation qui accroît son potentiel de destruction à l'instant même où nous sommes réunis ici. »

Ce diagnostic a été récemment confirmé par les 192 Etats membres de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui ont adopté le 3 juin 2009, par consensus, une résolution coparrainée par 101 États reconnaissant que le changement climatique constitue un enjeu de sécurité internationale. Bien que les organismes internationaux et plusieurs gouvernements aient examiné le lien entre le changement climatique et les problèmes de sécurité, il s'agit de la première fois que la pleine Assemblée générale de l'ONU a établi le rapport dans ce type d'instrument formel. L'adoption de ce texte par consensus représente un signal politique extrêmement fort à 7 mois de la Conférence de Copenhague, où doit être adopté un accord international ambitieux pour lutter contre le changement climatique.

Cette adoption est en premier lieu un succès pour les petits États insulaires du Pacifique, qui ont lancé cette proposition, et qui souhaitaient attirer l'attention de la communauté internationale aux menaces qui les confrontent directement. En effet, après l'adoption par l'Assemblée de la résolution, les représentants de plusieurs États insulaires en voie de développement ont pris la parole pour souligner la nature des menaces que les changements climatiques constituent pour leurs nations, y compris les îles Marshall, la Palau, le Tuvalu, les îles Salomon, le Fiji, le Samoa et les Maldives. Le représentant de la Palau a déclaré : « Nous n'appelons pas négligemment le changement climatique une menace de sécurité. Quand il nous est dit par des scientifiques de nous préparer à la crise humanitaire, y compris l'exode, dans nos vies, comment cela peut-il être différent de la préparation à une menace comme la guerre ? »

Juste avant l'Assemblée générale du 3 juin, la première étude à avoir mesuré l'impact mondial du changement climatique a été publiée par le Forum humanitaire mondial (FHM), présidé par l'ex-Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan. Les statistiques qui se trouvent dans le rapport sont inquiétantes. Le réchauffement global cause la mort de 300 000 personnes annuellement, ce chiffre pouvant s'élever à 500 000 en 2030. De plus, ce sont les personnes les plus pauvres de la planète qui sont les plus affectées: 90 % des victimes du réchauffement climatique vivent dans des pays émergents.

Le rapport a également indiqué que les pertes économiques dues au changement climatique s'élèvent aujourd'hui à plus de 125 milliards de dollars par an. C'est plus que le montant actuel de l'aide de tous les pays industrialisés aux pays en développement. En 2030, le réchauffement climatique pourrait coûter environ 300 milliards de dollars.

Pourquoi le changement climatique est-il si destructif ? En partie parce qu'il fait augmenter la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles. Les projections suggèrent que d'ici 2030, le nombre de désastres dus aux conditions atmosphériques enregistrés en une seule année sera approximativement trois fois plus haut que le taux moyen d'occurrence pendant la période 1975-2008. Néanmoins de tels désastres sont déjà devenus plus évidents.

Aux États-Unis d'Amérique, plus de 1 800 personnes ont perdu la vie pendant l'ouragan Katrina en 2005 et les pertes économiques prévues se sont chiffrées à plus de \$100 milliards. En 2003, le typhon «Cicada» qui s'est abattu sur la Corée du Sud a tué 124 personnes et généré des

dégâts matériels estimés à 1,6 milliards de dollars. Quelques jours plus tard, en septembre 2003, l'ouragan Isabel qui s'est abattu sur la côte ouest des États-Unis a tué 23 personnes et privé d'électricité plus de 2,5 millions d'américains, entraînant des pertes estimées à plusieurs milliards de dollars.

Une année auparavant, un autre typhon avait causé à la République de Corée des dégâts matériels estimés à 6,6 milliards de dollars, entraînant une chute significative du taux de croissance économique, fragilisant ainsi ce dragon économique. Cette année là, l'Europe connaissait ses pires inondations jamais enregistrées. Les pluies torrentielles qui se sont abattues, en septembre 2002, sur le sud-est de la France ont ravagé des dizaines de villes et de villages entraînant la mort de vingt trois personnes et causant des pertes estimées à 1,2 milliards d'euros. Elles faisaient suite aux inondations en Allemagne qui ont tué 108 personnes, causant des pertes estimées à 18 milliards d'euros. L'année 2002 a enregistré un nombre record de catastrophes naturelles qui ont frappé notre planète. Elle aura également été l'année la plus chaude, après celle de 1998, depuis le début des relevés météorologiques en 1861. Le 27 décembre de cette année là, Paris, avec une température de 11,9 degrés, avait battu le record de 1882 de la journée d'hiver la plus chaude.

La vague exceptionnelle de chaleur qui s'est abattue sur l'Europe en août 2003 a entraîné, en l'espace de quelques jours seulement, la mort de plus 35 000 personnes. Qualifiée par le Premier ministre français, M. Jean Pierre Raffarin « de terrible épreuve pour le pays et le gouvernement », cette tragédie, jamais observée depuis 1873 a pris les dimensions d'une catastrophe sanitaire sans précédent. Au cours de cette dure épreuve, les autorités françaises ont tenté de bénéficier de l'expérience américaine acquise lors de la vague de chaleur qui a frappé la ville de Chicago en 1995 entraînant la mort de 485 personnes.

En décembre 2000, les pluies diluviennes qui se sont abattues sur Caracas, accompagnées de glissements de terrains ont tué 25 000 personnes. Quelques jours plus tard, en janvier 2001, les inondations au Mozambique ont affecté plus de 500 000 personnes. En novembre de la même année, après plusieurs mois de sécheresse, les pluies torrentielles qui se sont abattues sur Alger ont entraîné la mort de plus de 1 000 personnes. En mai 2002, au Kenya, des inondations ont entraîné la mort de 53 personnes et ont déplacé plus de 150 000 personnes alors que d'autres régions du continent africain souffraient d'une sécheresse prolongée qui menaçait l'existence de plus de 37 millions d'être humains. Cette situation a fait rejaillir dans les mémoires collectives le spectre du phénomène d'El Niño qui en 1997-1998 a causé la mort de 22 000 personnes et des dégâts estimés à plus de 36 milliards de dollars.

En dépit de la fréquence et de la sévérité croissante des catastrophes naturelles, la plupart des dommages provoqués par le réchauffement climatique sont liés à une dégradation constante des écosystèmes et à la diminution des récoltes, ce qui mène à une malnutrition massive et provoque des maladies. Les niveaux changeants de précipitation diminuent la production agricole dans l'ensemble des tropiques et des secondaire-tropiques, et la malnutrition en est le résultat.

En effet, le monde souffre déjà d'une crise alimentaire. En 2007, la croissance du prix des céréales a coûté aux pays en voie de développement 324 milliards de dollars US, l'équivalent de la valeur de l'aide globale pendant trois ans. Bien que la récession ait également réduit le prix de denrées alimentaires, la question de la sécurité alimentaire ne doit pas être écartée. Pour alimenter une population croissante, la production alimentaire mondiale doit doubler d'ici 2050.

Mais les services de biodiversité et d'écosystème, qui déterminent finalement la future durabilité de la productivité agricole, s'érodent rapidement. Cette érosion est particulièrement préjudiciable pour les fermiers de subsistance qui dépendent principalement des services d'écosystème tels que l'écoulement régulier de l'eau et des aliments des forêts et des couches aquifères de leurs champs.

Le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation s'inquiète des acquisitions et locations de terres agricoles dans les pays en voie de développement par des fonds d'investissement et des Etats riches. Cette pratique du land grabbing (accaparement de terres) s'est accélérée à la faveur de la crise alimentaire de 2008. Selon des estimations de 15 à 20 millions d'hectares, soit l'équivalent des terres arables françaises, ont fait l'objet de transactions depuis trois ans, essentiellement en Afrique. La Chine aurait acheté 2,8 millions d'ha en République démocratique du Congo pour y développer la plus grande exploitation mondiale d'huile de palme. La Corée du Sud, les Émirats arabes unis et l'Egypte ont acquis au total plus de 1,5 millions d'ha au Soudan. L'Arabie Saoudite aimerait louer un demi-million d'ha en Tanzanie. Les experts estiment que d'ici 2030, il faudra trouver 120 millions d'ha de terres agricoles supplémentaires pour répondre à la demande des besoins alimentaires de la planète.

En un siècle, les trois quarts de la diversité des plantes cultivées ont disparu. Sur les 10 000 plantes vivrières ayant traditionnellement nourri l'humanité, seules 150 sont encore cultivées et une douzaine procurent 80% de l'alimentation végétale mondiale. À eux seuls le riz, le blé, le maïs et la pomme de terre couvrent 60% de ces besoins. Cette érosion de la diversité génétique est amplifiée par les changements climatiques qui affectent en particulier un grand nombre des 5 000 variétés de pommes de terre qui existent dans le monde.

Le rapport du FHM projette que le changement climatique cause plus de 150 000 décès annuellement et que presque 45 millions de personnes sont sous-alimentées en raison du changement climatique, particulièrement en raison de l'approvisionnement alimentaire et du revenu diminué de l'agriculture, du bétail et de la pêche. Dans un délai de 20 ans, le rapport prévoit également que le nombre de personnes affamées en raison de changement climatique doublera presque, à 75 millions, et la production alimentaire globale sera réduite d'approximativement 50 millions de tonnes.

En Ouganda, par exemple, la fréquence et l'intensité de la sécheresse empirent rapidement. Le pays a souffert de la sécheresse sept fois entre 1991 et 2000. Plus de 80% des 31 millions d'Ougandais comptent sur l'agriculture de subsistance pluviale, et l'agriculture représentait plus de 33% de PIB national en 2002-2003. Plus de 40% des décès parmi les enfants ougandais sont attribuables à la malnutrition, en grande partie à cause des pénuries alimentaires de la sécheresse chronique. Généralement la sécheresse affecte négativement les récoltes en Afrique où plus de 90% des fermes sont à petite échelle et où environ 65% de la source de revenu primaire vient de l'agriculture.

Il ne manquera pas de conférer à la pénurie d'eau qui frappe déjà bon nombre de pays une dimension inconnue depuis l'apparition de l'homme sur terre. Aujourd'hui 4 sur 10 personnes sur terre vivent dans des pays qui souffrent d'une pénurie sérieuse d'eau potable, et dans les pays en voie de développement, une personne sur cinq n'a pas un accès suffisant à de l'eau propre. En même temps, la demande en eau pour des usages concurrentiels se développe et la disponibilité de l'eau dans beaucoup de régions du monde sera de plus en plus affectée par le changement climatique: en 2025, les deux tiers de l'humanité, soit plus de 5,5 milliards de

personnes connaîtront une situation similaire. Si la consommation d'eau potable est aujourd'hui de 135 litres par jour et par personne dans les pays développés, elle n'est que de 14 litres seulement en Afrique. Les maladies hydriques sont à l'origine de la mort de plus de 5 millions de personnes par an, y compris 2 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans.

Selon un rapport de la CIA, dans un avenir proche, la pénurie d'eau sera une des sources majeures de tensions et de conflits armés dans le monde. Selon ce rapport, plus de 30 pays reçoivent plus du tiers de leur consommation d'eau potable de l'extérieur de leurs frontières. Une telle prédition prend toute sa mesure lorsque l'on sait que sur les 268 bassins fluviaux internationaux, partagés par 145 pays de la planète et abritant 40% de la population mondiale, plus de 158 ne disposent d'aucune forme de mécanisme de collaboration entre pays voisins. Dans certains cas, plus de 16 pays se partagent cette ressource naturelle. Tel est le cas du fleuve Congo, du Niger ou encore du Nil. L'eau est déjà au cœur de la problématique de la paix au Moyen-Orient. Selon un rapport de la Banque mondiale, avec une disponibilité d'eau potable de 1200m³ seulement par tête d'habitant, les pays du Moyen-Orient ont déjà atteint un seuil de crise chronique. Alors que la moyenne mondiale est de 7500m³, la population du Yémen, par exemple, ne dispose que de 500m³.

La raréfaction de l'eau potable aura des conséquences désastreuses sur l'accélération du phénomène de la désertification, particulièrement en Afrique qui a déjà atteint des proportions alarmantes. La désertification affecte aujourd'hui plus de 1.2 milliards de personnes vivant dans 110 pays. Elle menace la vie de plus de 135 millions de personnes. Selon certaines estimations, plus de 6 millions d'hectares de terres arables sont engloutis par ce phénomène qui affecte les plus pauvres parmi les pauvres.

Outre les questions liées à la sécurité alimentaire, le réchauffement de la planète semble aussi être à l'origine de l'aggravation des risques sur la santé humaine. Environ la moitié de la population du monde en voie de développement, soit 2.6 milliards de personnes, n'ont pas accès à une hygiène de base. Bien que le nombre de personnes bénéficiant d'un accès à une hygiène de base ait largement augmenté entre 1990 et 2004, le nombre total de personnes n'ayant pas accès aux ressources nécessaires pour une hygiène de base est demeuré essentiellement le même, en raison de la croissance démographique. De plus, selon certains experts, les changements environnementaux seraient à l'origine de l'explosion du nombre de nouvelles maladies infectieuses. Depuis 1960, plus de 35 maladies infectieuses auraient été enregistrées. Le nombre de morts par maladies infectieuses nouvelles ou anciennes aurait doublé depuis 1980. Le paludisme tue aujourd'hui entre 1.5 et 2.7 millions de personnes par an, principalement en Afrique. Toutes les trente secondes, un enfant meurt du paludisme. Des études scientifiques ont démontré la relation étroite qui existe entre la prolifération des cas de choléra et l'élévation de la température des régions affectées.

La propagation des maladies comme le virus de la grippe A (H1N1) est particulièrement inquiétante. Le virus A (H1N1) a rapidement voyagé autour du globe, loin de son point d'origine, tuant des centaines de personnes et infectant des milliers d'autres. La densité de population, l'augmentation du niveau d'âge moyen et l'aggravation de la pauvreté à cause de la dégradation environnementale seront des facteurs centraux dans la propagation rapide des maladies mortelles dans l'avenir.

Selon le GIEC, le réchauffement de la planète et son corollaire qu'est la fonte des neiges et des glaciers a entraîné, au cours du 20ème siècle, une augmentation de 10 à 20 cm du niveau

de la mer. Le réchauffement de la planète risque donc de menacer l'existence même des 160 000 glaciers du monde. En septembre 2003, la plus grande plate-forme glacière, Ward Hunt de l'Arctique, en place depuis plus de 3 000 ans s'est brisée. La fonte des neiges de l'Himalaya est à l'origine de la prolifération du nombre de lacs situés en haute altitude. Ils seraient 2 323 au Népal seulement et 20% d'entre eux menaceraient la vie des populations avoisinantes en raison des risques réels de débordement des eaux.

Selon le GIEC, le réchauffement de la planète pourrait entraîner, vers la fin du siècle en cours, une augmentation du niveau des mers qui pourrait atteindre jusqu'à 88 cm de hauteur. Les pauvres sont particulièrement vulnérables à la montée des eaux de mer, à l'érosion côtière, et aux orages fréquents. Environ 14% de la population et 21% des habitants urbains dans les pays en voie de développement vivent dans des zones côtières à basse altitude et sont exposés à ces risques. Soixante pour cent des plus grandes zones urbaines du monde, avec une population de plus de cinq millions, sont situées à moins de 100 kilomètres de la côte. Ceci inclut 12 villes dans le monde entier avec des populations supérieures à 10 millions.

L'existence même de plusieurs pays insulaires comme Tuvalu ou Kiribati serait menacés. En novembre 2001, après avoir essuyé un refus de la part de l'Australie, les autorités de Tuvalu ont demandé à la Nouvelle Zélande d'abriter ses 11,000 citoyens face aux risques posés par la submersion, considérée comme imminente, de leur pays. L'histoire retiendra que Tuvalu aura été le premier pays à essayer d'évacuer sa population en raison de la montée des eaux. Il ne sera certainement pas le dernier. Soixante cinq pour cent de la superficie des îles Maldives est située à moins d'un mètre du niveau de la mer. En octobre 1987, dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président des Maldives a déclaré que son pays était menacé par la montée des eaux de mer. Il a qualifié son pays de 311 000 habitants de «Nation en danger».

Ainsi pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'augmentation du niveau de la mer ouvre la perspective de la disparition de la surface de la terre de nombre de nations souveraines qu'aucune armée au monde aussi sophistiquée soit elle ne saurait arrêter.

Il n'est donc pas surprenant qu'une étude publiée en 2004 par le Pentagone américain soit arrivée à la conclusion que « les changements climatiques vont changer la sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique de manière telle que ceci devrait être examiné immédiatement ». Cette étude du département américain de la défense prévoit des situations de famine en Europe et les menaces que pose l'utilisation de l'arme nucléaire pour le contrôle de ce qui restera des ressources naturelles de notre planète.

Déjà, 26 des 350 millions de déplacés dans le monde entier sont considérés comme étant des personnes déplacées par le climat. Parmi ces derniers, on estime à un million le nombre de personnes déplacées tous les ans à cause des catastrophes naturelles provoquées par le changement climatique. Quelques 25 millions de personnes sont plus graduellement déplacées en raison de la désertification et de l'augmentation du niveau des mers. Selon le rapport annuel du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) publié le 16 juin 2009, le monde comptait 42 millions de personnes déracinées. Le 10 juin dernier, l'institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies a publié un rapport réalisé par Care et le Centre pour le réseau international d'information en sciences de la terre de l'Université de Columbia, qui soulignait les flux migratoires dus aux changements climatiques. D'ici à 2050 ces migrations devraient concerner 200 millions de personnes. On parle de réfugiés environnementaux pour désigner les personnes contraintes de quitter le territoire où elles vivent

en raison d'un bouleversement dans leur environnement, qu'il agisse d'une catastrophe naturelle, d'un tsunami, d'un tremblement de terre, d'une dégradation progressive de l'environnement (désertification, hausse du niveau des mers) ou d'un épuisement des ressources naturelles, notamment en eau potable. Presque la moitié de la population de la Nouvelle Orléans ayant migré après le passage de Katrina n'est jamais revenue.

La question de la détérioration de l'environnement confère un éclairage nouveau sur le concept traditionnel de paix et de sécurité internationale. C'est pour cela que dès 1989, dans le sillage des préparatifs du premier Sommet de la Terre, des voix autorisées se sont élevées pour inscrire la question de l'environnement au titre des points à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies. La résolution de l'Assemblée générale, adoptée le 3 juin 2009 reconnaissant que le changement climatique constitue un enjeu de sécurité internationale suit cette même logique.

C'est également dans ce même esprit que l'ex Vice-président américain Al Gore et le GIEC ont obtenu le prix Nobel de la paix en 2007. En effet, c'est la deuxième fois que l'institution du prix Nobel de la paix a su saisir, dans toute sa portée, la dimension sécuritaire de la question de l'environnement. En 2004, la Professeur Wangari Maathai a obtenu le prix de la paix pour son œuvre à la tête de l'organisation « Green Belt » en faveur de la protection de l'environnement. Cette distinction, la première du genre depuis la création du prix Nobel de la paix, d'une environmentaliste engagée en faveur de la défense du patrimoine forestier de son pays, le Kenya, et de celui des pays voisins, est venue à point nommé consacrer la relation ombilicale qui unit la paix, l'environnement et le développement durable.

En annonçant la remise du prix, le président du comité Nobel Ole Danbolt Mjøes a déclaré : «C'est la première fois que l'environnement est pris en considération pour le Prix Nobel de la paix, nous avons ajouté une nouvelle dimension au concept de paix...La paix sur la terre dépend de notre capacité à préserver notre environnement. »

En acceptant ce prix prestigieux Mme Wangari Maathai a déclaré que « planter des arbres c'est planter les graines de la paix ».

Nous aurons besoin de tels visionnaires à l'avenir. À l'occasion du lancement du rapport du FHM à Londres, Kofi Annan a souligné qu'il démontrait la nécessité d'un «accord post-Kyoto courageux pour protéger le monde» lors de négociations-clés à Copenhague en décembre. «L'alternative est une famine de masse, une migration de masse, des maladies de masse et des morts en masse», a-t-il averti.

Il reste à espérer que l'aspect sécuritaire de la question de la protection de l'environnement sera de plus en plus pris en considération à tous les niveaux politiques. Il en va de la survie des humains sur notre planète.

Je vous remercie de votre aimable attention.